SECRETARY-GENERAL'S PEACEBUILDING FUND
MODELE DE DOCUMENT DE PROJET

United Nations Peacebuilding

DOCUMENT DE PROJET PBF

Longueur : Max. 12 pages (plus page de couverture et annexes)

Pays : Guinée-Bissau

TITRE DU PROJET : Vers un nouvel équilibre en Guinée-Bissau : créer l'espace pour une réelle participation de la femme dans le règlement pacifique des conflits et la gouvernance
NUMERO Projet / MPTF Gateway : MPTF-O 104809

Modalité de financement PBF:	**Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire ("Trust fund"):**
☒ IRF	☐ Fonds fiduciaire pays
☐ PRF	☐ Fonds fiduciaire régional
	Nom du fonds fiduciaire:

Liste de toutes les agences récipiendaires des fonds PBF (en commençant par l'agence chef de file), avec le type d'organisation (ONU, ONG etc):
Interpeace (ONG)
Liste d'autres partenaires de mise en œuvre (gouvernementaux ou non-gouvernementaux):
Voz di Paz (ONG)

Date estimative de début du projet[1]: 31 mars 2017
Durée du projet en mois :[2] 36 mois (18 mois a l'origine plus 18 mois révision de projet)
Zones géographiques de mise en œuvre du projet : toutes les huit (8) régions de la Guinée-Bissau et la capitale Bissau

Est-ce que le projet fait part d'une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF:
☒ Initiative de promotion du genre
☐ Initiative de promotion de la jeunesse
☐ Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)
☐ Projet transfrontalier ou régional

Budget total du projet PBF* (par agence récipiendaire) :
Interpeace: $ 961,898
Budget additionnel extension avec couts : $ 427,714
Total PBF (après révision) : USD 961,898
**Le budget total approuve et le transfert de la deuxième tranche, ou toute tranche subséquente sont conditionnelles, et sujettes à l'approbation de PBSO, et a la disponibilité des fonds dans le compte de PBF*

Toute autre source de financement existant pour le projet (montant et source) :
Budget total du projet :

PBF 1ère tranche:	**PBF 2ème tranche*:**	**PBF 3ème tranche*:**	**PBF 4ème tranche*:**	**PBF 5ème tranche*:**	**PBF 6ème tranche*:**
PBF : $ 267,092	PBF : $ 213,674	PBF : $ 53,418	PBF : $ 213,857	PBF : $171,086	PBF : $ 42,771

[1] Note: actual commencement date will be the date of first funds transfer.
[2] Maximum project duration for IRF projects is 18 months, for PRF projects – 36 months.

Deux-trois phrases avec une brève description du projet et une explication succincte de la façon dont le projet est rapide, catalytique et tolérant au risque / innovant:
Ce projet vise à contribuer à la réduction de l'exclusion des femmes des sphères de prise de décision. En renforçant la participation des femmes dans toute la Guinée-Bissau dans la gouvernance et la gestion de conflits à travers une sensibilisation nationale, un renforcement des capacités et un accompagnement continu des femmes leaders dans le plaidoyer politique, la médiation des conflits et la facilitation de dialogues inclusifs.

Résumez le processus de consultation dans le pays et le processus d'endossement préalable à la soumission à PBSO, y compris à travers la revue / consultation du Comité de pilotage PBF s'il existe.
Le projet « Vers un nouvel équilibre en Guinée-Bissau : créer l'espace pour une réelle participation de la femme dans le règlement pacifique des conflits et la gouvernance » a vu le jour en 2016. Il est le fruit de réflexions menées par l'ONG Bissau-guinéenne Voz di Paz sur la condition d'exclusion de la femme et les conséquences néfastes de celle-ci pour la consolidation de la paix et la cohésion sociale. Ses travaux pionniers sur les causes du conflit en Guinée-Bissau menés en 2011 et son étude sur le Leadership féminin datant de 2014 l'ont en effet attesté.
Forts d'un partenariat long de dix ans, Interpeace et Voz di Paz ont conjointement élaboré le projet en consultant des acteurs clés au niveau national ainsi que le Secrétariat du PBF à Bissau. De plus, les autorités compétentes ont été consultées et ont endossé le projet, se joignant aux autres signataires du projet : le Ministère de la Présidence du Conseil des Ministres, le Ministère de la Femme, de la Famille et de la Cohésion sociale, et le Représentant Spécial du Secrétaire-Général en Guinée-Bissau et Chef du Bureau Intégré des Nations Unies en Guinée-Bissau (UNIOGBIS).

Marqueur risque du projet[3] : __3___

Sélectionnez le domaine d'intervention prioritaire (« focus area ») de PBF qui résume le mieux le sujet du projet (choisissez seulement un domaine[4]) : Priorité (2.2) Gouvernance démocratique

Le cas échéant, le résultat de l'**UNDAF** auquel le projet contribue:

Le cas échéant, **Objectif de Développement Durable** auquel le projet contribue:

Type de soumission :	**S'il s'agit d'une révision de projet, sélectionnez tous les changements qui s'appliquent et fournissez une justification brève en bas:**
Nouveau projet ☐ **Révision de projet** ☒	**Extension de la durée :** ☒ Durée additionnelle du projet en mois : 18 mois **Changement de résultat / sujet :** ☒ **Changement de l'allocation budgétaire entre résultats ou augmentation de plus de 15% par catégorie de budget :** ☐ **Budget PBF additionnel :** ☒ Budget additionnel par agence récipiendaire:

[3] 0 = risque faible pour l'attente des résultats
1 = risque moyen pour l'attente des résultats
2 = risque élevé pour l'attente des résultats
[4] (1.1) Réforme du Secteur de la Sécurité, (1.2) État de droit, (1.3) DDR, (1.4) Dialogue politique
(2.1) Réconciliation nationale ; (2.2) Gouvernance démocratique ; (2.3) Prévention/gestion des conflits
(3.1) Création d'emplois ; (3.2) Accès équitable aux services sociaux
(4.1) Renforcement des capacités nationales de l'État ; (4.2) Prolongement de l'autorité de l'État/de l'administration locale ;
(4.3) Gouvernance des ressources de consolidation de la paix et Secrétariat PBF

	USD 427,714 **Justification courte pour la révision :** Le projet *Vers un nouvel équilibre en Guinée-Bissau : créer l'espace pour une réelle participation de la femme dans le règlement pacifique des conflits et la gouvernance* a permis de mettre en lumière des dynamiques profondes relatives au genre et à la consolidation de la paix en Guinée-Bissau en 2017-2018. Dans ce cadre, une analyse pointue a été menée par Interpeace et son partenaire bissau-guinéen, l'ONG Voz di Paz, visant à apprécier l'efficacité du plaidoyer mené pour la promotion de la femme en Guinée-Bissau. Malgré certains avancements durant cette période, le projet et le contexte ont révélé l'existence de résistances néfastes pour la consolidation de la paix, et un manque d'attention pour l'émergence d'un leadership féminin ancré localement. Cette analyse a ainsi servi de base pour l'élaboration conjointe d'une révision du projet par Interpeace et Voz di Paz, en interaction continue avec le secrétariat PBF en Guinée-Bissau. Il s'agit d'une révision du projet impliquant une **deuxième phase** intitulée « *No Sta Djunto* » (« *nous sommes ensemble* », en Créole) caractérisée par des **nouvelles activités**, un nouveau cadre logique et un budget spécifique. Cette révision est proposée par les partenaires de mise en œuvre (Interpeace et Voz di Paz) suite à des discussions préliminaires favorables avec le PBF et une invitation à soumettre une révision du projet par le PBSO en juillet 2018. Elle est basée sur les enseignements de la mise en œuvre de la première phase du projet, en prenant en compte les risques de résistance de la part des hommes et de la société en général par rapport à la promotion du leadership féminin. Cette deuxième phase, « *No Sta Djunto* », vise à éveiller les femmes et les organisations travaillant pour leur autonomisation sur les effets négatifs et non-intentionnels de leur engagement. Ceci s'avère primordial, notamment en prenant en compte les risques de résistance existants pouvant peser sur une cohabitation pacifique dans la société. Interpeace et son partenaire Voz di Paz, veulent ainsi contribuer à désamorcer les tensions générées par la promotion du leadership féminin tout en promouvant une réelle transformation du rôle de la femme en politique, dans la société civile et dans les Forces de défense et de sécurité (FDS). La présente révision inclut des éléments contextuels mis à jour (août 2018) et une analyse pointue des dynamiques liées au genre et à la consolidation de la paix, basés sur les enseignements du projet. Toute section du document de projet révisé sera indiquée par la formule ******Révision******. *NB : s'il s'agit d'une révision, montrez tout changement du document projet en rouge ou en MODE REVISION. Veuillez également inclure un nouveau cadre de résultat et budget en indiquant de manière claire les changements apportés. Les parties sans modifications restent les mêmes. De nouvelles signatures seront requises.*

SIGNATURES DU PROJET :

AGENCE RECIPIENDAIRE[5]	Représentant du gouvernement national
Renée Larivière *Deputy* [redacted] *Interpe* *Signatu* *Date et tampon:* 25.09.18	*Nom* [redacted] *Signa* *Titre* *Date*
Coordinateur Résident	**Peacebuilding Support Office (PBSO)**
M. David Melachlan-Karr *Représentant Résident du PNUD, Coordonnateur Résident des Nations Unies* [redacted] *Signature* *Date & tampon*	*Oscar Fernandez-Taranco* *Assistant Secretary-General* *Peacebuilding Support Office* [redacted] *Signature* *Date & tampon*

[5] Veuillez inclure un bloc de signature dans le tableau pour chaque agence récipiendaire du projet.

I. Contexte de consolidation de la paix et justification pour l'appui de PBF

a) Analyse des conflits :

******Révision******

Les causes de l'instabilité et des tensions en Guinée-Bissau sont nombreuses et profondément ancrées dans l'héritage sociopolitique façonné à travers les décennies depuis l'indépendance du pays en 1974. De nombreux rapports pionniers (dont le rapport « Les causes du conflit en Guinée-Bissau », Interpeace-Voz di Paz, 2010) ont démontré qu'une des principales causes et **barrière à la consolidation de la paix** est **l'exclusion des femmes** de toutes les sphères de prise de décision. Au niveau de la population, de nombreux participants des consultations menées par Voz di Paz croient que si les femmes étaient plus impliquées dans la politique et la résolution du conflit au niveau national, le pays aurait pu sortir de cette instabilité chronique. Ceci est lié au **rôle positif attribué aux femmes** dans la résolution des conflits illustré par cette citation : « *Face à un conflit, les femmes enlèvent leur foulard et demande aux acteurs de se calmer tandis que les hommes ne le font pas* ».

De **nombreuses initiatives** visant à promouvoir l'égalité de sexe ont vu le jour depuis plusieurs années, mises en œuvre par des ONG nationales et internationales, et soutenues en grande partie par le système des Nations Unies. Malgré la création de plusieurs plateformes et réseaux pour la promotion des femmes et l'implication de nombreuses femmes politiques éminentes portant ces processus, des limitations continuent à entraver une réelle et large participation féminine au sein des sphères de prise de décision, surtout dans les partis politiques et dans les Forces de Défense et de Sécurité (FDS).

Une bonne partie de ces initiatives proposent des stratégies de promotion en mettent l'emphase sur la **création de structures** formelles de femmes (plateformes et réseaux) ainsi que sur l'augmentation de la **représentativité féminine purement quantitative** (loi des quotas). Malgré des progrès constatés sous l'angle quantitatif et formel, la grande partie de ces femmes ne jouent qu'**un rôle limité** ou sont peu représentées dans les plus **hautes sphères de prise de décision**. En outre, malgré des possibles changements ces prochaines années (relatifs à l'augmentation de la représentation féminine en politique, conséquence directe de la récente adoption de la loi des quotas), tout indique que le climat politique et sociétal actuel n'est pas encore propice à une réelle transformation du rôle des femmes dans la prise de décision.

En effet, aujourd'hui se dessine un paysage sociopolitique où l'égalité de genre, devenu jargon et langage commun dans la capitale et même dans les sphères influentes des régions bissau-guinéennes, rencontre de la **résistance**. Nombreuses sont les épisodes qui relatent des attitudes de résistance de la part des hommes, et même de certaines femmes, pour l'égalité de genre. Cette résistance est expliquée majoritairement par des **facteurs socioculturels profonds** ou encore des **entraves institutionnelles** qui bloquent l'accès des femmes aux sphères de prise de décision (Rapport « Fala di Mindjer », Interpeace-Voz di Paz, 2018).

Un de ces facteurs importants est l'**acceptation difficile** par la société, notamment par les hommes, **d'un plus large rôle des femmes** dans les sphères de prise de décision. Pour une grande partie des hommes, les sphères de la politique et des FDS sont de leurs points de vue les voies principales de réussite pour posséder plus d'influence et plus de pouvoir. L'idée que la femme s'apprête à réclamer une partie du pouvoir **défie l'idée de l'exclusivité masculine** sur ces sphères. Cela fait craindre l'homme que sa **seule voie de réussite est contestée** et il passe en mode défensif.

Cette situation s'observe aujourd'hui dans les plus hautes sphères politiques, de la société civile ou des FDS, où émergent des **attitudes défensives** par rapport aux demandes des femmes pour plus d'égalité de traitement et d'inclusion dans les sphères de prise de décision. On comprend ainsi que le manque d'inclusion des hommes dans un processus de promotion des femmes peut avoir des conséquences graves et risque **de renforcer des dynamiques conflictuelles entre hommes et femmes.**

Les femmes qui aspirent à un rôle plus important de leadership font face à ces résistances. Pourtant, un bon nombre parmi elles essaient de **réclamer leur place** à la table de décision en faisant recours à l'argument que la **femme « doit » être représentée** par principe. Cette argumentation, en ligne avec l'approche plus quantitative de quota et des structures formelles, ne fait que renforcer le sentiment de menace parmi les hommes et donc leur résistance. Les femmes aspirantes ont donc besoin de renforcer leur **capacité linguistique non-violente** pour que leurs arguments ne provoquent pas de résistance chez des hommes.

La résistance au leadership féminin s'observe également **parmi les femmes** de manière générale, qui voient la figure de la femme leader politique ou FDS comme une menace à l'image parfois romancée de la femme *innocente* et *au service* de l'homme. Comme les hommes, elles voient leur **modèle de réussite (femme au foyer) mis en danger** par un modèle concurrent de la femme leader. En conséquence, on observe une faible solidarité entre les femmes quand il s'agit des femmes leaders, allant jusqu'aux campagnes de diffamation contre une femme leader aspirante. Il s'avère donc crucial de promouvoir les modèles de réussite alternatifs auprès la population générale pour **normaliser des voies alternatives de vie pour la femme.**

Pour les hommes comme pour les femmes à toute échelle de la société, il s'avère que l'utilisation des **notions comme « genre »** ou « égalité de genre » sont peu comprises. Par exemple, il n'est pas rare d'entendre des interventions d'hommes et de femmes faisant référence à l'égalité de genre, sans pour autant prendre en compte des aspects cruciaux comme l'égalité d'opportunités ou encore la prise en compte des besoins genrés de la société. Cette **compréhension limitée** favorise l'interprétation de « l'agenda genre » comme un *risque* pour la société, et non pas comme une *opportunité* pour la favoriser. Une meilleure compréhension des notions autour de la promotion des femmes permettra donc de réduire les probabilités de tensions et de reconnaître son potentiel de contribution à la cohésion sociale.

Ces dynamiques de résistance multiforme au niveau individuel et sociétal se transposent au **niveau institutionnel** au sein des instances gouvernementales et des programmes de la société civile. Conçues sans prendre en compte toutes ces dynamiques et leur interconnectivité, ces actions peuvent créer plus de conflit sans le vouloir. Un travail avec les institutions politiques et FDS ainsi que les acteurs de la société civile est donc crucial pour apaiser les divisions et **rendre leurs actions « sensibles au conflit genre ».**

On peut donc constater que la promotion du leadership féminin, surtout basé sur un argument « quantitatif » de quota, crée de la résistance parmi les hommes comme parmi les femmes à toutes les échelles et dans toutes les sphères de la société, surtout dans les domaines de la politique et des FDS. Interpeace et son partenaire Voz di Paz veulent donc contribuer à désamorcer les tensions générées par la promotion du leadership féminin et contribuer à la création d'une **nouvelle vague de leadership féminin** intégrant les principes clés de communication non-violente et inclusive, dans le respect des dynamiques socioculturelles et d'inclusion des hommes comme alliés de la promotion de l'autonomisation des femmes.

b) Cadres stratégiques et appropriation nationale :

****Révision****

Le projet s'inscrit dans les efforts du PBF et de ses partenaires visant à favoriser **une approche multi-sectorielle de consolidation de la paix** cherchant à atteindre un impact catalytique pouvant créer des conditions pour une plus grande stabilité à long terme. La thématique du projet – la promotion du leadership féminin pour plus de cohésion et moins de division – vient ainsi **compléter et solidifier le portfolio du PBF et de ses projets IRF** visant à promouvoir le dialogue et la réconciliation nationale et l'autonomisation des femmes et des jeunes. La stratégie médiatique et la coopération avec deux radios privées d'envergure nationale et 33 radios communautaires présentes sur l'ensemble du territoire bissau-guinéen contribueront également aux efforts du PBF de promouvoir des médias professionnels et sensibles au conflit.

Le projet proposé s'inscrit également **dans le Plan Prioritaire** pour la Consolidation de la Paix (Peacebuilding Priority Plan 2015-2017) et son résultat 4 qui visait à promouvoir l'accès des femmes à la participation politique car un groupe cible spécifique est constitué des femmes et hommes des partis politiques dans les régions et à Bissau.

En outre, les activités proposées renforcent également les objectifs de certaines **initiatives de la société civile appuyées par le système de Nations Unies** en Guinée-Bissau (PBF, ONU Femmes, et UNIOGBIS), notamment le Conseil des Femmes et Jeunes Femmes pour la Paix, la Plateforme Politique des Femmes, et le Réseau de Femmes Médiatrices, qui visent à promouvoir la participation effective des femmes dans la politique et la médiation des conflits en Guinée-Bissau. Voz di Paz – l'ONG partenaire d'Interpeace – est un membre actif et respecté dans ces initiatives. Ceci permet au projet de collaborer étroitement avec toutes ces initiatives pour y intégrer l'approche « sensibilité aux conflits » et « consolidation de la paix » afin d'augmenter les chances que leurs efforts créent plus de cohésion et moins de risque de division entre hommes et femmes et entre femmes elles-mêmes.

Au niveau gouvernemental, ce projet est **en accord avec les objectifs de l'Institut pour la Femme et l'Enfant**, organe gouvernemental en charge des questions de genre. Une collaboration en vue d'enrichir leur travail est prévue. Ayant l'intention d'inspirer et responsabiliser les femmes et jeunes femmes à prendre part dans les sphères de prise de décision politique, le projet s'inscrit également dans la vision du programme « **Terra Ranka** » qui prévoit de « rendre effective la parité et l'équité de genre au sein des partis politiques ». De plus, les objectifs de ce projet se rapprochent aussi du travail de la **Conférence nationale pour la Paix, Réconciliation et Développement en Guinée-Bissau**, qui a récemment publié son rapport et ses recommandations pour créer les conditions favorables à un processus de réconciliation nationale.

II. Contenu du projet, justification stratégique, et stratégie de mise en œuvre

a) Brève description du contenu du projet :

****Révision****

Les enseignements tirés de la mise en œuvre du projet « Vers un nouvel équilibre en Guinée-Bissau » financé par l'Initiative de promotion des sexes III (2016) du Fonds de Consolidation de la Paix des Nations Unies (PBF) ont révélé **l'existence de signes de résistance** de la part des hommes et de la société dans son ensemble, vis-à-vis de la promotion du leadership féminin. Au vu du nombre croissant d'initiatives faisant appel à une plus grande participation

des femmes dans la prise de décision, cette résistance pourrait se traduire par des tensions accrues entre hommes et femmes, et même entre femmes elles-mêmes.

A la veille des élections législative et présidentielles prévues pour fin 2018 et 2019, les organisations féminines exercent une pression toujours plus grande sur les partis politiques et le gouvernement pour leur inclusion au sein des instances de l'Etat. A ce jour, certains succès ont été enregistrés, notamment grâce aux revendications de femmes politiques s'exprimant publiquement sur la question et réclamant leurs droits. Toutefois, il s'avère nécessaire d'établir une analyse dépersonnalisée pour comprendre comment une réelle transformation du rôle de la femme en politique, dans la société civile et dans les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) peut avoir lieu. Le présent projet est donc ancré dans une **vision réaliste** et vise à éveiller les femmes et les organisations travaillant pour leur autonomisation sur les effets négatifs et non-intentionnels de leur engagement. Ceci s'avère primordial, notamment en prenant en compte les risques de résistance existants pouvant peser sur une cohabitation pacifique dans la société.

Interpeace et son partenaire bissau-guinéen, Voz di Paz, veulent ainsi contribuer à **désamorcer les tensions** générées par la promotion du leadership féminin. Ils visent à faciliter un dialogue et une réflexion avec des hommes et des femmes clés, avec des structures des partis politique, des FDS et de la société civile et avec la population au sens large permettant ainsi de transformer la promotion du leadership féminin dans un catalyseur de synergies entre femmes et hommes et entre femmes elles-mêmes. Ainsi l'objectif générale du projet vise à « *contribuer à la promotion du leadership féminin en politique, dans la société civile et dans les Forces de Défense et Sécurité, par l'apaisement des résistances sociales et la création des synergies entre femmes et hommes et entre femmes* ».

Les principaux groupes cibles du projet sont **des femmes et hommes à haut potentiel de leadership** venant de différentes régions de Guinée-Bissau, y compris de la capitale. L'accent sera mis sur les femmes qui se démarquent dans leurs structures respectives (partis politique, FDS ou société civile) du fait de leurs aspirations à prendre plus de responsabilité, et celles qui sont influentes et connectées au niveau local. Afin d'estomper les divisions et de créer des synergies, des hommes engagés pour la promotion du leadership féminin seront également invités à participer aux activités au côté des femmes leaders dans toutes les régions et à Bissau. Des personnes chargées de promouvoir le leadership féminin dans les partis politiques, les FDS et la société civile à Bissau seront spécifiquement visées pour améliorer les actions et programmes de leurs structures respectives. Enfin, plus de la moitié de la population de Guinée-Bissau sera touchée par une campagne de sensibilisation à travers des émissions radiophoniques, réseaux sociaux, matériels audiovisuels, et spots radio.

Les résultats attendus du projet se déclinent au **niveau individuel, institutionnel et sociétal**. Au niveau individuel, il s'agira de renforcer les capacités individuelles des femmes et hommes clés, des partis politiques, OSC et FDS, à utiliser la promotion des femmes pour mitiger les risques de division et saisir les opportunités pour la cohésion entre hommes et femmes et entre femmes. Les capacités de ces femmes aspirantes seront enrichies par le renforcement de leur auto-estime par une mise en relation avec des femmes leaders établies à travers des stages et un système de mentorat. Au niveau institutionnel, il s'agira de renforcer les capacités des partis politiques, OSC, et FDS à Bissau pour mener des initiatives pour la promotion des femmes qui minimisent les risques de division et maximisent la contribution à la cohésion sociale. Enfin, au niveau sociétal, une campagne de sensibilisation visera à créer un débat national pour rendre le public plus conscient de l'importance du leadership féminin et des exemples positifs en faveur de la consolidation de la paix en Guinée-Bissau.

b) **Cadre des résultats du projet**

Voir annexe.

c) **Théorie du changement pour le projet**
******Révision******

SI des femmes et hommes leaders des partis politiques, des OSC et des FDS dans les régions et à Bissau mènent une réflexion profonde et prennent pleinement conscience des risques et opportunités de l'intégration des femmes pour la cohésion sociale,

ALORS ils promouvront l'inclusion des femmes dans les sphères de décision de manière à renforcer les synergies au lieu de se diviser,

CAR ils auront compris que la promotion de la femme peut entraîner des divisions mais peut aussi renforcer la consolidation de la paix en Guinée-Bissau dans une logique gagnant-gagnant pour tous.

Le projet propose d'engager des femmes et hommes leaders des partis politiques, des OSC et des FDS dans un processus de **dialogue, réflexion critique et action** sur la promotion du leadership féminin. L'attribut « leader » ne se limitera pas au sommet de la hiérarchie mais s'appliquera à toute femme et tout homme faisant preuve d'une volonté d'assumer plus de responsabilité dans la prise de décision dans sa structure respective.

La **réflexion critique** pourra leur faire réaliser que la promotion du leadership féminin peut produire des divisions entre hommes et femmes ainsi qu'entre femmes elles-mêmes. Celle-ci pourra ainsi générer la conclusion que ces divisions constituent un désavantage pour les femmes et pour les hommes, et pour la société en général. Analysant les causes ces divisions, les participants comprendront que l'utilisation d'un langage violent de plaidoyer pour ou contre l'inclusion des femmes alimente les tensions.

Le processus de **dialogue** et de **formation** mettra l'emphase sur les bonnes pratiques de la promotion du leadership féminin pour montrer aux participants qu'il est possible d'éviter d'alimenter les tensions. A travers l'identification participative et inclusive des bonnes pratiques et des modèles de réussite, les participants seront confrontés à des exemples tangibles démontrant que le leadership féminin peut être promu d'une manière pacifique où toutes les parties prenantes sont gagnantes, y compris les hommes.

Une fois que les participants auront cerné les possibilités de mitiger les tensions autour du leadership féminin, ils seront accompagnés pour les mettre en pratique. Cet **accompagnement** des leaders se traduira par la création de groupes de réflexion ayant vocation à réfléchir conjointement sur les expériences vécues, de manière régulière. Celui-ci permettra de « normaliser » l'idée que la promotion du leadership féminin agit en faveur de la cohésion sociale, et encouragera les participants qui font face à des frustrations de s'exprimer sur la mise en pratique de leur nouveau savoir.

Les participants de sexe féminin recevront un appui spécifique, leur donnant l'opportunité des de **suivre de près une autre femme** qui est déjà dans une position importante de prise de décision. Réalisé à travers des stages, un système de mentorat et une conférence internationale, ce suivi permettra aux femmes participantes d'être inspirées par des cas concrets qui renforceront leur estime de soi et confiance dans la réalisation de leurs projets. La combinaison entre le partage de cas de réussite et d'expérience personnelle, utilisant des exemples pratiques, va graduellement montrer aux participants que la promotion du leadership féminin peut véritablement être un processus gagnant-gagnant.

De plus, au-delà du fait que le projet influencera directement les participants (femmes et hommes), son succès résidera également dans l'acceptation par leurs communautés respectives de leur nouveau rôle de leader. Pour faciliter ce changement de plus large ampleur, le projet prévoit une vaste **campagne de sensibilisation** touchant plus que la moitié de la population en Guinée-Bissau qui visera à rendre acceptable l'idée d'un leadership féminin en faveur de la synergie entre homme et femmes et entre femmes. La campagne utilisera des histoires de réussite d'hommes et de femmes et des propos des participants pour rendre cette idée légitime et convaincante.

d) **Stratégie de mise en œuvre du projet**

******Révision ******

Les **bénéficiaires principaux** de ce projet sont des femmes de différentes régions de la Guinée-Bissau y compris de la capitale Bissau. L'accent sera mis sur les **femmes qui peuvent se démarquer** dans leur structure respective, dans les partis politiques, les Forces de Défense et de Sécurité et les organisations de la société civile ainsi que par leur influence au niveau local. Un nombre significatif des femmes et jeunes femmes leaders vont être directement touchées par le projet à travers les consultations, des formations et des campagnes de sensibilisation qui constitueront les activités principales du projet. Celles-ci seront particulièrement visées par les activités de dissémination des résultats à travers des moyens audiovisuels (émissions radiophoniques, réseaux sociaux, spots radio), qui toucheront plus de la moitié de la population Bissau-guinéenne. Les **hommes** influents dans les différentes structures du pouvoir seront aussi bénéficiaires, car la participation des femmes doit aller de pair avec l'**inclusion de tous**. De même, leur présence sera très importante pour dissuader la résistance face à l'ascension des femmes. Les bénéficiaires et participants vont être identifiés grâce au réseau de Voz di Paz et sa liste de contact de **personnes clés dans différentes institutions**. Aussi, dans les cas spécifiques, Voz di Paz pourra faire recours à ses Espaces Régionaux de Dialogue pour compléter la liste.

Au niveau individuel, ce projet vise à renforcer les capacités et l'auto-estime individuelles des femmes et hommes clés, ainsi que des partis politiques, OSC et FDS, afin de mitiger les risques de division et de saisir les opportunités pour la cohésion sociale par la promotion des femmes. Trois types d'activités seront mises en œuvre pour obtenir ce résultat.

Premièrement, il s'agira de conduire des consultations à Bissau et toutes les régions pour identifier les **bonnes pratiques susceptibles de mitiger les risques de division** et saisir les opportunités de contribuer à la cohésion sociale par la promotion des femmes. Ces bonnes pratiques et leçons tirées seront ensuite traduites dans un module de formation, en collaboration avec des participants issus du milieu politique, des FDS et des OSC. Ce module de formation sera ensuite intégré à des formations destinées à des femmes et hommes concernés par la promotion du leadership féminin pour qu'ils puissent s'approprier **les bonnes pratiques** afin de mieux mitiger les risques de division et contribuer à plus de synergie entre hommes et femmes et entre femmes. En impliquant autant **les femmes que les hommes** durant les consultations, les bonnes pratiques prennent en compte les différentes perspectives genrées assurant une opérationnalité effective sur le terrain.

Ensuite, Voz di Paz en coopération avec d'autres ONGs nationales, formera **au moins 180 hommes et femmes** issus du milieu politique, des FDS et des OSC. Un système d'accompagnement des participants aux formations sera mis en place par Voz di Paz à travers ses **Espaces Régionaux de Dialogue (ERD). L'accompagnement** par les ERD à travers

plusieurs rencontres permettra aux participants de s'**approprier** les bonnes pratiques. Après une période de mise en pratique, des séances de réflexion dans toutes les régions et à Bissau inviteront les participants à réfléchir ensemble sur leur expérience. Le but est d'identifier des bonnes pratiques additionnelles ou d'approfondir les pratiques existantes.

D'autres activités viseront à **renforcer l'aspiration et l'auto-estime des femmes participants formées** auparavant. Pour ce faire, ces femmes seront mises en relation avec des femmes qui représentent des **modèles de réussite** dans les partis politiques, les FDS et les OSC. La mise en relation des femmes du même milieu se fera à travers un système de **mentorat** entre les femmes formées en bonnes pratiques et les femmes leaders (par exemple une femme en bas et une femme en haut de la hiérarchie des FDS). Pour les femmes formées désirant découvrir un modèle de réussite d'un milieu autre que le leur, des stages seront offerts. Ceci permettra par exemple pour une femme formée d'une OSC de suivre au quotidien une femme bien placée dans un parti politique. Etant donné que le **dialogue interafricain** est fondamental, une **conférence internationale** sera organisée à Bissau, notamment avec des femmes invitées d'autres pays subsahariens pour discuter des bonnes pratiques et les leçons apprises dans la promotion et le leadership des femmes. Ceci est également une opportunité pour les femmes guinéennes de **rencontre des modèles de réussite** féminins d'autres pays.

Pour compléter le niveau individuel, ce projet vise également à **renforcer au niveau institutionnel les capacités des partis politiques, OSC, et FDS** concernant leurs initiatives pour la promotion des femmes. Le but est d'améliorer leur capacité à concevoir et mettre en œuvre des actions promouvant le leadership féminin d'une manière à minimiser les risques de conflit et maximiser l'effet sur les synergies entre hommes et femmes et entre femmes. A cet égard, la première activité principale consistera à former environ 30 personnes des partis politiques, OSC, et FDS en « **programmation sensible aux conflits – focus genre** ». Ensuite, sur base des structures que les 30 personnes représentent, 5 structures à Bissau sont accompagnées dans le renforcement de leurs initiatives en cours ou prévues de promotion des femmes. Cette activité principale sera opérationnalisée à travers des plans d'appui technique spécifiques pour chaque structure qui identifiera les besoins respectifs d'appui. La mise en pratique des plans d'appui technique sera ensuite reflétée durant des cadres de réflexion avec au moins 75 personnes des structures concernées. Enfin, les résultats seront publiés dans une note de discussion, présentant ainsi les bonnes pratiques et leçons tirées de l'approche « sensibilité au conflit » dans la promotion institutionnelle du leadership féminin.

Complétant les niveaux individuel et institutionnel, ce projet vise à toucher la population au sens large pour la rendre plus consciente de l'importance et des exemples du leadership féminin en faveur de la cohésion sociale. D'abord, au moins 20 hommes et femmes, qui représentent des **histoires de succès** car ils sont des bons exemples pour la promotion des femmes, seront identifiés et documentés à travers des **vidéos et des programmes radio**. Cette activité est cruciale pour le projet en entier, car en démontrant que des modèles de réussite des femmes leaders sont possibles, les participants des activités clés seront **encouragés à suivre ces modèles**. Ces modèles de réussite seront ensuite diffusés à travers une **campagne de sensibilisation** sur les médias sociaux, les émissions radio et des projections publiques touchant au moins **la moitié de la population guinéenne** (environ 1 million). Cette campagne vise à **briser le tabou** qui empêche souvent le débat public sur les femmes leaders.

III. Gestion du projet et coordination

a) Organisations récipiendaires et partenaires de mise en œuvre

*****Texte original*****

Récipiendaires et partenaires

Récipiendaire (ONG internationale) : **Interpeace** est une organisation non gouvernementale dont le siège est basé en Suisse à Genève. Depuis plus de 20 années, Interpeace renforce les capacités locales de consolidation de la paix. S'appuyant sur les principes de « recherche-action participative » (RAP) qui se basent sur l'idée que la paix doit émaner des populations elles-mêmes, sans être imposée de l'extérieur, Interpeace travaille en étroite collaboration avec des organisations locales. Leurs savoir-faire et connaissances sont continuellement valorisées et renforcées. Ce type de partenariat permet en effet d'allier une expertise locale, capable de gérer multiples sensibilités dans un contexte, à une expérience internationale reconnue (en Afrique de l'ouest et 20 pays dans le monde).

Partenaire de mise en œuvre (ONG nationale/locale) : **Voz di Paz** est le partenaire national d'Interpeace et sera l'acteur principal de mise en œuvre du projet. Voz di Paz possède un historique des travaux effectuée à la base. Elle est la première organisation de la société civile bissau-guinéenne d'avoir réalisé une analyse approfondie des racines des conflits. En collaboration avec les femmes leaders, une vision sur la paix et le développement a été formulée. De plus, Voz di Paz est le pionnier du processus de consultation et de sensibilisation sur la décentralisation.

L'organisation est présente sur tout le territoire national à travers ses 10 Espaces Régionaux de Dialogue et sa collaboration avec 33 stations de radio communautaires constituant ainsi un réseau pour la paix. De plus, Voz di Paz entretient un partenariat avec les Radios (privées) Sol Mansi et Jovem qui dispose d'une capacité de pénétration et de diffusion élevées. Les 10 ERD ont été créés en 2007 par Voz di Paz dans le but d'enraciner un dialogue inclusif approprié par la population au niveau local. Les ERD fonctionnent comme les représentants de Voz di Paz sur l'ensemble du territoire pour répondre aux besoins de la population, en particulier concernant la gestion pacifique des conflits. Chaque ERD est composé de 5 à 15 personnes avec une bonne réputation et capacité à mobiliser la population en faveur de la paix. Suite aux formations des membres en gestion de conflits par Voz di Paz, les ERD ont contribué directement à une réduction des conflits locaux (ex. foncier, violence domestique, actes des autorités locales, cohabitation religieuse, insécurité), soit par la médiation directe, l'implication des autorités compétentes, soit par l'information diffusée à travers les 33 radios communautaires. En 2011 et 2012, environ 200 conflits locaux ont ainsi été résolus.

Grâce aux années d'engagement de la population et des acteurs politiques sous respect des principes d'inclusivité et d'impartialité, Voz di Paz jouit aujourd'hui d'une forte crédibilité et confiance. C'est ainsi que Voz di Paz entretien un échange avec, entre autres, les forces de défense et de sécurité, les partis politiques, et l'Assemblée Nationale. La reconnaissance de Voz di Paz se manifeste par le fait que l'organisation est membre de la commission nationale de préparation de la Conférence nationale de réconciliation et est le représentant de la société civile pour le New Deal.

Valeur ajoutée Interpeace/Voz di Paz

Renforcement des capacités nationales : Le partenariat entre Interpeace et Voz di Paz représente une valeur ajoutée car Interpeace investisse dans la formation et l'accompagnement de prêt du personnel de Voz di Paz. Cela permet au personnel de programme de devenir des personnes de ressources pour promouvoir la participation des femmes dans la consolidation de la paix au-delà de la durée du projet. Le personnel administratif et financier devient capable de garantir une bonne gestion des fonds internationaux, qui, pour l'instant, représente la principale source pour la société civile impartiale. L'investissement important dans le personnel national est donc une condition de la réussite du projet ainsi que de la réalisation de son objectif globale à long terme.

Responsabilisation/appropriation : S'il est vrai que de nombreuses structures intervenant dans le cadre de la cohésion sociale revendiquent l'approche participative et de dialogue, celle-ci reste bien souvent consultative et leur compréhension de la participation tend à rester portée sur le respect des parités dans la composition des groupes de populations consultées. L'approche proposée par Interpeace et Voz di Paz va au-delà de la simple consultation « extractive » pour faire des participants les acteurs du changement qu'ils souhaitent voir. Ils sont amenés à jouer un rôle actif dans l'identification des défis et des pistes d'action, la gestion des conflits, et le plaidoyer. Ceci contribue ainsi à la possibilité qu'ils puissent pour la suite faire face de façon autonome aux défis au-delà de la durée du projet.

Changement politique : Un focus exclusif sur un seul groupe social (ex. femmes des partis politiques à Bissau) tend à limiter la portée du changement social et politique nécessaire que l'implication d'une multitude d'acteurs peut générer. Seulement si le gouvernement, les autorités locales, les hommes, les jeunes, les FDS et d'autre acteurs clés s'engagent ensemble aux côtés des femmes, un réel changement de la participation politique des femmes peut-il émerger. Avec cette compréhension, Interpeace travaille et crée des conditions d'interaction entre les décideurs nationaux (track 1), la société civile et autorités régionales/ locales (track 2) et la population à la base (track 3). Cette stratégie d'engagement holistique, nommée « track 6 » (track 1+2+3), permet d'assurer la collaboration entre les représentants de tous les niveaux et secteurs de la société. La compréhension partagée des problèmes et les politiques et programmes qui en émergent jouissent d'une plus grande légitimité, efficacité et durabilité. Ainsi une réelle contribution au changement est possible. A travers l'intégration de l'approche « track 6 » dans ses programmes à travers le monde, Interpeace a développé une intuition pour naviguer l'espace politique et développer des stratégies de mitigations de risques qui accompagnent l'engagement de tous ces acteurs.

Audio-visuel : Pour Interpeace l'outil audio-visuel (filmer, produire des clips vidéo, projeter) est un pilier du dialogue. L'approche vise à filmer les séances de dialogue avec le consentement éclairé des participants. Ensuite, des clips vidéo synthétisant sont produits pour être diffusés à des personnes absentes au dialogue ou vivant dans d'autres localités. Les films aident ainsi à stimuler une compréhension mutuelle entre des groupes sociaux qui, en temps normal, n'entretiennent pas de dialogue direct, du fait de distances géographiques, culturelles, ethniques ou générationnelles. L'avantage d'ainsi surmonter les distances géographiques est d'autant plus important dans un pays comme la Guinée-Bissau où le déplacement pose un réel défi (îles, marées, manque d'infrastructures). De plus, dans un contexte à tradition orale, la transmission des messages par vidéo et/ ou audio constitue le moyen le plus efficace. Ayant recours à cet outil audio-visuel depuis 2007, Voz di Paz possède une archive audio-visuelle importante qui reflète l'essence des discussions au centre d'intérêt des Guinéens. Ce matériel peut stimuler et informer le dialogue actuel.

b) Gestion du projet et coordination

****Révision****

Interpeace porte la responsabilité de l'efficacité et l'effectivité de la mise en œuvre du projet envers le PBF. Néanmoins, Voz di Paz jouera, aux côtés d'Interpeace, un rôle central dans sa **gestion et sa mise en œuvre**. L'équipe de mise en œuvre du projet inclut un/e Chargé/e de Programme d'Interpeace, et l'équipe de mise en œuvre de Voz di Paz comprenant une directrice, une équipe de chercheurs (senior et assistants) en charge de mener le processus de Recherche Action Participative et 2 chercheurs audiovisuels. L'équipe de chercheur conduira le processus d'engagement des acteurs, la facilitation des consultations, l'analyse et la dissémination nationale des résultats ainsi que la formation et l'accompagnement des femmes leaders et acteurs clés. Interpeace jouera pour sa part un rôle d'appui stratégique à l'analyse, à la gestion de l'espace politique, au suivi/évaluation ainsi qu'au portage des résultats à l'international.

Au sujet de la **gestion financière**, un soutien administratif, financier et logistique est assuré par 3 membres de Voz di Paz. Le/la Chargé/e de Programme Interpeace assurera le suivi de l'initiative avec l'appui du Chargé des finances Interpeace basé à Abidjan. Ils bénéficieront du soutien du responsable des finances Interpeace basé à Genève, au besoin. Il est à noter qu'Interpeace engage Voz di Paz dans la gestion financière des projets, impliquant le transfert de la responsabilité fiduciaire. Une telle approche permet de renforcer la capacité institutionnelle de Voz di Paz pour contribuer à sa durabilité et contribue à la création de liens de confiance entre les deux organisations. Interpeace a développé un ensemble de procédures et contrôles financiers rigoureux. Cela comprend entre autres l'évaluation mensuelle des activités par rapport aux dépenses, la vérification de la différence entre le budget et les dépenses réelles, la consolidation bancaire, l'analyse du bilan, et l'adhésion globale aux règles et procédures financières du PBF. Au total, 11 postes de travail (Voz di Paz et Interpeace) seront financées par cette deuxième phase du projet à des taux de travail variables, selon les compétences requises par les activités. La part de ressources humaines d'Interpeace nécessaires à la mise en œuvre et au suivi du projet représentent ainsi 17 % du budget total.

c) Gestion du risque

****Révision****

Risques	Probabilité	Gravité de l'impact	Stratégie d'atténuation (et personne/unité responsable)
Crise politique, induite par la non réalisation ou la réalisation non-démocratique des élections législatives de fin 2018 ou des élections présidentielles de 2019.	Faible	Haut	Evaluation régulière de la situation politique et l'entretien de relations privilégiées avec des personnes ressources au sein du gouvernement, de la société civile et des FDS.
Résistance ou **manque de volonté des hommes leaders** de participer au projet et de devenir champions de l'équité de genre dans le domaine public	Moyenne	Moyenne	Engager des leaders qui ont déjà démontré leur soutien à la promotion du rôle des femmes en politique à travers l'organisation de réunions d'information et de rencontres pour éviter toute mauvaise interprétation de ses objectifs. Voz di Paz prend en charge l'entretien des relations tous les acteurs clés.

Perception que le projet confine la femme à un rôle de leader qui n'est pas pris au sérieux par les sphères de prise de décision.	Faible	Faible	Engager des figures politiques féminines et masculines reconnues et légitimes, contribuant ainsi à crédibiliser le projet et ses objectifs. Interpeace prend en charge le suivi régulier de la cohérence, de la mise-en-œuvre du projet et des objectifs visés.
Exclusion encore plus forte des femmes des sphères de prise de décision **et tensions exacerbées** entre les différents groupes de la société.	Faible	Haut	Communication transparente, efficace et régulière avec les leaders politiques, hommes et femmes. Voz di Paz assure cette communication et la gestion de l'espace politique afin que le projet respecte le principe de « Ne pas Nuire ».
Conditions climatiques (fortes pluies) ayant une incidence sur la mobilité de Voz di Paz lors des activités de terrain dans la période d'août.	Haut	Faible	La planification des activités prend en compte la saison des pluies. Voz di Paz est en charge de la planification et mise en œuvre opérationnelle des activités.

d) Suivi / évaluation

******Révision******

Des **plans de suivi et d'évaluation** seront élaborés dès le début du projet visant à favoriser l'apprentissage interne et à améliorer l'opérationnalisation du projet, contribuant ainsi à une meilleure réalisation de ses objectifs et résultats. Des mécanismes de suivi hebdomadaires et bimensuels seront mis en place, en accord avec Voz di Paz, pour améliorer la visibilité opérationnelle des activités et l'obtention des résultats. Interpeace, en charge du processus de suivi et d'évaluation, sera ainsi en constante interaction avec Voz di Paz qui fournira des actualisations et comptes-rendus de l'avancement de la mise en œuvre du projet. Le Chargé de Programme d'Interpeace, basé à Bissau en charge du suivi global du programme et de la mise en œuvre du plan de suivi et d'évaluation, portera une attention particulière à l'intégration du suivi dans les activités hebdomadaires par l'équipe de Voz di Paz. Ceci favorise ainsi une collaboration horizontale et une plus grande appropriation des mécanismes de suivi.

Des **systèmes de suivi** de l'impact des résultats et de la réalisation des indicateurs ont été mis en place par Interpeace dans des précédents projets pour faciliter le suivi et l'avancement du projet et de ses résultats, et pour identifier des défis opérationnels ou risques qui peuvent limiter la bonne mise en œuvre du projet.

Dès les derniers mois de mise en œuvre du projet, un plan de préparation et de mise en œuvre de **l'évaluation externe** sera élaboré. Les expériences passées d'Interpeace ont montré la pertinence d'engager un consultant international, qui est expert en évaluation de projets de consolidation de la paix, afin de mener à bien ce processus. Toutefois, Interpeace préconisera, dans la mesure du possible, l'intégration d'un consultant externe national de Guinée-Bissau, qui accompagnera le consultant international durant sa mission de terrain dans le pays. Ceci permettra de mettre en avant les connaissances contextuelles nationales et de contribuer à la mitigation de risques de malentendus avec les parties prenantes à l'évaluation de la part de l'évaluateur international. Un budget spécifique de 20,000 USD sera dédié à l'évaluation externe, soit environ 5% du budget total, qui inclura également l'identification et une discussion des recommandations et points d'apprentissage pour un plus grand impact des travaux d'Interpeace et Voz di Paz dans la consolidation de la paix en Guinée-Bissau.

e) **Stratégie de fin de projet / durabilité**

****Révision****

Les **éléments de durabilité** sont au cœur du projet afin de garantir un impact du projet au-delà de sa durée de mise en œuvre. Une stratégie visant à créer des conditions de changement durables a été intégrée dans l'élaboration des activités du projet. Le projet, dans le fait qu'il vise à promouvoir le leadership des femmes, ira accompagner les femmes participantes dans un **processus de transformation personnel** qui aura un **effet catalytique** sur la société. En effet, du fait que les femmes choisies soient des individus clés capables d'influencer d'autres hommes et femmes autour d'elles, permet de créer des conditions pour un impact à plus long terme. De plus, **le travail conjoint avec les instances et institutions militaires** (résultat 2) permettra que le changement visé au cours de l'action devienne ancré dans des processus et procédures internes, générant ainsi un **changement structurel** avec des conséquences à plus long terme. **L'implication des Espaces Régionaux de Dialogue** de Voz di Paz dans toutes les régions de la Guinée-Bissau dans la formation et l'accompagnement des hommes et femmes clés permettra que cette communauté de pratique continue à être alimentée par les ERD, qui continuent leurs activités indépendamment de la durée du projet.

IV. Budget du projet

****Révision****

La présente proposition de révision implique un budget additionnel de 427,714 $US visant à mettre en œuvre la deuxième phase du projet intitulée « *No Sta Djunto* » pour une période de 18 mois additionnels. Le total du budget additionnel alloué au partenaire de mise en œuvre Voz di Paz s'élève à 271,803 $US, soit un pourcentage de 64% des coûts totaux.

Les choix d'allocation du budget ont été faits selon une approche rationnelle de maximisation des coûts et d'utilisation du matériel existant pour les besoins de la deuxième phase. Des taux de travail adaptés aux besoins des activités ont été adoptés, garantissant ainsi une gestion optimale des ressources. Les frais de voyages ont été réduits au maximum tout en incluant deux voyages d'experts internationaux pour les besoins des activités de formation, visant à garantir un transfert des connaissances et un renforcement des capacités du partenaire Voz di Paz, de ses Espaces Régionaux de Dialogue et des bénéficiaires.

Le budget inclut également des frais professionnels liés au suivi et évaluation et à l'audit.

Annex A.1: Project Administrative arrangements for UN Recipient Organizations

(This section uses standard wording – please do not remove)

The UNDP MPTF Office serves as the Administrative Agent (AA) of the PBF and is responsible for the receipt of donor contributions, the transfer of funds to Recipient UN Organizations, the consolidation of narrative and financial reports and the submission of these to the PBSO and the PBF donors. As the Administrative Agent of the PBF, MPTF Office transfers funds to RUNOS on the basis of the signed Memorandum of Understanding between each RUNO and the MPTF Office.

AA Functions

On behalf of the Recipient Organizations, and in accordance with the UNDG-approved "Protocol on the Administrative Agent for Multi Donor Trust Funds and Joint Programmes, and One UN funds" (2008), the MPTF Office as the AA of the PBF will:

- Disburse funds to each of the RUNO in accordance with instructions from the PBSO. The AA will normally make each disbursement within three (3) to five (5) business days after having received instructions from the PBSO along with the relevant Submission form and Project document signed by all participants concerned;
- Consolidate the financial statements (Annual and Final), based on submissions provided to the AA by RUNOS and provide the PBF annual consolidated progress reports to the donors and the PBSO;
- Proceed with the operational and financial closure of the project in the MPTF Office system once the completion is completed by the RUNO. A project will be considered as operationally closed upon submission of a joint final narrative report. In order for the MPTF Office to financially closed a project, each RUNO must refund unspent balance of over 250 USD, indirect cost (GMS) should not exceed 7% and submission of a certified final financial statement by the recipient organizations' headquarters.);
- Disburse funds to any RUNO for any costs extension that the PBSO may decide in accordance with the PBF rules & regulations.

Accountability, transparency and reporting of the Recipient United Nations Organizations

Recipient United Nations Organizations will assume full programmatic and financial accountability for the funds disbursed to them by the Administrative Agent. Such funds will be administered by each RUNO in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures.

Each RUNO shall establish a separate ledger account for the receipt and administration of the funds disbursed to it by the Administrative Agent from the PBF account. This separate ledger account shall be administered by each RUNO in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures, including those relating to interest. The separate ledger account shall be subject exclusively to the internal and external auditing procedures laid down in the financial regulations, rules, directives and procedures applicable to the RUNO.

Each RUNO will provide the Administrative Agent and the PBSO (for narrative reports only) with:

Type of report	Due when	Submitted by
Semi-annual project progress report	15 June	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist

Annual project progress report	15 November	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
End of project report covering entire project duration	Within three months from the operational project closure (it can be submitted instead of an annual report if timing coincides)	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual strategic peacebuilding and PBF progress report (for PRF allocations only), which may contain a request for additional PBF allocation if the context requires it	1 December	PBF Secretariat on behalf of the PBF Steering Committee, where it exists or Head of UN Country Team where it does not.

Financial reporting and timeline

Timeline	Event
30 April	Annual reporting – Report **Q4 expenses** (Jan. to Dec. of previous year)
Certified final financial report to be provided by 30 June of the calendar year after project closure	

UNEX also opens for voluntary financial reporting for UN recipient organizations the following dates

31 July	Voluntary Q2 expenses (January to June)
31 October	Voluntary Q3 expenses (January to September)

Unspent Balance exceeding USD 250, at the closure of the project would have to been refunded and a notification sent to the MPTF Office, no later than six months (30 June) of the year following the completion of the activities.

Ownership of Equipment, Supplies and Other Property

Ownership of equipment, supplies and other property financed from the PBF shall vest in the RUNO undertaking the activities. Matters relating to the transfer of ownership by the RUNO shall be determined in accordance with its own applicable policies and procedures.

Public Disclosure

The PBSO and Administrative Agent will ensure that operations of the PBF are publicly disclosed on the PBF website (http://unpbf.org) and the Administrative Agent's website (http://mptf.undp.org).

Annex A.2: Project Administrative arrangements for Non-UN Recipient Organizations

(This section uses standard wording – please do not remove)

Accountability, transparency and reporting of the Recipient Non-United Nations Organization:

The Recipient Non-United Nations Organization will assume full programmatic and financial accountability for the funds disbursed to them by the Administrative Agent. Such funds will be administered by each recipient in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures.

The Recipient Non-United Nations Organization will have full responsibility for ensuring that the Activity is implemented in accordance with the signed Project Document;

In the event of a financial review, audit or evaluation recommended by PBSO, the cost of such activity should be included in the project budget;

Ensure professional management of the Activity, including performance monitoring and reporting activities in accordance with PBSO guidelines.

Ensure compliance with the Financing Agreement and relevant applicable clauses in the Fund MOU.

Reporting:

Each Receipt will provide the Administrative Agent and the PBSO (for narrative reports only) with:

Type of report	Due when	Submitted by
Bi-annual project progress report	15 June	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual project progress report	15 November	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
End of project report covering entire project duration	Within three months from the operational project closure (it can be submitted instead of an annual report if timing coincides)	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual strategic peacebuilding and PBF progress report (for PRF allocations only), which may contain a request for additional PBF allocation if the context requires it	1 December	PBF Secretariat on behalf of the PBF Steering Committee, where it exists or Head of UN Country Team where it does not.

Financial reports and timeline

Timeline	Event
28 February	Annual reporting – Report **Q4 expenses** (Jan. to Dec. of previous year)
30 April	Report **Q1 expenses** (January to March)
31 July	Report **Q2 expenses** (January to June)
31 October	Report **Q3 expenses** (January to September)
Certified final financial report to be provided at the quarter following the project financial closure	

Unspent Balance exceeding USD 250 at the closure of the project would have to been refunded and a notification sent to the Administrative Agent, no later than three months (31 March) of the year following the completion of the activities.

Ownership of Equipment, Supplies and Other Property

Matters relating to the transfer of ownership by the Recipient Non-UN Recipient Organization will be determined in accordance with applicable policies and procedures defined by the PBSO.

Public Disclosure

The PBSO and Administrative Agent will ensure that operations of the PBF are publicly disclosed on the PBF website (http://unpbf.org) and the Administrative Agent website (http:www.mptf.undp.org)

Final Project Audit for non-UN recipient organization projects

An independent project audit will be requested by the end of the project. The audit report needs to be attached to the final narrative project report. The cost of such activity must be included in the project budget.

Special Provisions regarding Financing of Terrorism

Consistent with UN Security Council Resolutions relating to terrorism, including UN Security Council Resolution 1373 (2001) and 1267 (1999) and related resolutions, the Participants are firmly committed to the international fight against terrorism, and in particular, against the financing of terrorism. Similarly, all Recipient Organizations recognize their obligation to comply with any applicable sanctions imposed by the UN Security Council. Each of the Recipient Organizations will use all reasonable efforts to ensure that the funds transferred to it in accordance with this agreement are not used to provide support or assistance to individuals or entities associated with terrorism as designated by any UN Security Council sanctions regime. If, during the term of this agreement, a Recipient Organization determines that there are credible allegations that funds transferred to it in accordance with this agreement have been used to provide support or assistance to individuals or entities associated with terrorism as designated by any UN Security Council sanctions regime it will as soon as it becomes aware of it inform the head of PBSO, the Administrative Agent and the donor(s) and, in consultation with the donors as appropriate, determine an appropriate response.

Non-UN recipient organization (NUNO) eligibility:

In order to be declared eligible to receive PBF funds directly, NUNOs must be assessed as technically, financially and legally sound by the PBF and its agent, the Multi Partner Trust Fund Office (MPTFO). Prior to submitting a finalized project document, it is the responsibility of each NUNO to liaise with PBSO and MPTFO and provide all the necessary documents (see below) to demonstrate that all the criteria have been fulfilled and to be declared as eligible for direct PBF funds.

The NUNO must provide (in a timely fashion, ensuring PBSO and MPTFO have sufficient time to review the package) the documentation demonstrating that the NUNO:

- Has previously received funding from the UN, the PBF, or any of the contributors to the PBF, in the country of project implementation
- Has a current valid registration as a non-profit, tax exempt organization with a social based mission in both the country where headquarter is located and in country of project implementation for the duration of the proposed grant. (**NOTE**: If registration is done on an annual basis in the country, the organization must have the current registration and obtain renewals for the duration of the project, in order to receive subsequent funding tranches)
- Produces an annual report that includes the proposed country for the grant
- Commissions audited financial statements, available for the last two years, including the auditor opinion letter. The financial statements should include the legal organization that will sign the agreement (and oversee the country of implementation, if applicable) as well as the activities of the country of implementation. (**NOTE**: If these are not available for the country of proposed project implementation, the CSO will also need to provide the latest two audit reports for a program or project based audit in country.) The letter from the auditor should also state whether the auditor firm is part of the nationally qualified audit firms.
- Demonstrates an annual budget in the country of proposed project implementation for the previous two calendar years, which is at least twice the annualized budget sought from PBF for the project[6]
- Demonstrates at least 3 years of experience in the country where grant is sought
- Provides a clear explanation of the CSO's legal structure, including the specific entity which will enter into the legal agreement with the MPTF-O for the PBF grant.

[6] Annualized PBF project budget is obtained by dividing the PBF project budget by the number of project duration months and multiplying by 12.

Annex B: Cadre de résultats du projet

Résultat 1 Renforcer les **capacités et l'auto-estime** de femmes et hommes clés membres des partis politiques, de la société civile et des Forces de Défense et Sécurité (FDS) afin de mieux **mitiger les risques de division et promouvoir la cohésion sociale** à travers la promotion des femmes		**Indicateur 1 a :** Capacités et auto-estime des acteurs clés impliqués dans le projet renforcées Base de données : à déterminer sur base des questionnaires de référence Cible : 60% des 20 personnes interrogées qui se sentes plus capables et confiants de mitiger les risques de division et promouvoir la cohésion par la promotion des femmes	Questionnaire/recueil d'opinion distribuer au début et à la fin du projet aux acteurs clés Entretiens individuels	Trimestre 1 2020
		Indicateur 1 b : # actions de plaidoyer (ex. formulation des stratégies de mise en œuvre, rencontres avec autorités, déclarations) réalisés suite aux formations, au cours de l'accompagnement par les ERD Base de données : 0 Cible : 4	Rapport d'activité Documentation médiatique (articles de presse, communiqués de presse, déclarations officielles etc.)	Trimestre 4 2019 – Trimestre 1 2020
Produit 1.1 A moins 200 personnes sont consultées dans les régions et à Bissau pour identifier et documenter les **bonnes pratiques pour mitiger des risques de division** et promouvoir la cohésion sociale à travers la promotion des femmes Liste des activités qui appartiennent au produit : *Activité 1.1.1* : **12 discussions de groupe** (Focus Group Discussion) sont menées avec 180 participants avec la participation d'hommes et femmes politiques, de la société civile et des FDS pour identifier des bonnes pratiques de mitigation des risques et de		**Indicateur 1.1.1** # de personnes consultées, désagrégés par sexe (au moins 50% des femmes), âge (au moins 30% des jeunes), et localité (8 régions + Bissau) Base de données : 0 Cible : 200	Liste des participants ; Fiches de synthèse des consultations	Préparation (Trimestre 4 2018) 200 consultations (Trimestre 1 2019)
		Indicateur 1.1.2 : # de bonnes pratiques recueillies par région Base de données : 0 Cible : 3 bonnes pratiques par région, soit 30 pour tout le pays	Note de compilation sur les bonnes pratiques	Trimestre 1 2019

	promotion de la cohésion sociale à travers la promotion des femmes. *Activité 1.1.2* | Production d'une (1) note et d'un (1) clip vidéo sur les bonnes pratiques afin de mieux mitiger les risques de division et de promouvoir la cohésion sociale à travers la promotion des femmes *Activité 1.1.3* | Réalisation d'un (1) atelier interne de travail pour l'élaboration d'un module de formation sur les bonnes pratiques liées à la promotion des femmes sur base des résultats des consultations/groupes de discussion et où le concept de communication non-violente est intégré			
	Produit 1.2 Les **capacités** des 180 femmes et hommes politiques, de la société civile et des FDS sont renforcées en matière de **bonnes pratiques** pour mitiger les risques de division et saisir les opportunités de contribuer à la cohésion sociale par la promotion des femmes (y compris communication non-violente et bonne argumentation et identification du « micro-machisme ») à Bissau et dans les régions Liste des activités qui appartiennent au produit : *Activité 1.2.1* | 12 **formations** (d'un (1) jour) **sur le plaidoyer** pour les leaders féminins en faveur de la consolidation de la paix, avec un accent sur les techniques de la communication non violente pour 180 femmes	**Indicateur 1.2.1 :** % des hommes et femmes formés dont les capacités d'identifier des stratégies de mitigation des risques et dont l'autoestime sont renforcés grâce aux formations Base de données : n/a Cible : 80 **Indicateur 1.2.2 :** # de rencontres pour assurer le suivi avec les personnes formées (assurées par les ERD) Base de données : n/a Cible : 55	Recueil d'opinions à la fin des formations Rapport d'activité Liste des participants	Trimestre 2-2019 Trimestre 2-3 2019

	politiciennes, de la société civile et des FDS dans les 8 régions et à Bissau par Voz di Paz *Activité 1.2.2* | Suivi des 180 participants aux formations dans la mise en pratique de leur savoir-faire à travers un accompagnement et une réflexion conjointe autour des bonnes pratiques et des leçons tirées à travers 55 **rencontres bimensuels** : l'facilitation et l'accompagnement sont assurés par les ERD. *Activité 1.2.3* | **11 séances de débat** entre formés et des acteurs tiers des partis politiques, de la société civile et des FDS pour mettre en pratique l'argumentation, les bonnes pratiques et leçons tirées de la formation et de l'accompagnement avec 110 participants			
	Produit 1.3 Au moins 110 femmes des partis politiques, de la société civile et des FDS dans les régions et à Bissau sont mises en relation avec des **modèles de réussite** féminins locaux, nationaux et internationaux afin de renforcer leurs aspirations et leur auto-estime Liste des activités qui appartiennent au produit : *Activité 1.3.1* | Mise en place d'un système de **mentorat** de 110 femmes (55 mentors et 55 *mentees*) avec au moins 33 rencontres bilatérales, facilitées par les ERD. Les mentors sont	**Indicateur 1.3.1** : # de jeunes femmes s'inscrivant aux programmes de mentorat ou de stage d'observation Base de données : 0 Cible : 77	Liste de participantes Video/documentation audio-visuel de l'expérience	Trimestre 2 2019
		Indicateur 1.3.2 : % de *mentees* ou des stagiaires participant au programme qui sont inspirées et motivées, et prennent des actions concrètes (ex: inscription à une école, demande de renseignements, démarches administratives pour une promotion ou une formation) pour suivre une carrière politique dans les FDS ou dans la société civile suite au programme de mentorat Base de données : n/a Cible : 30%	Rapport d'activité, entretiens avec les participantes et recueil d'opinions avant et après le programme de mentorat	Trimestre 2 – 3 2019

	des femmes leaders formées des partis politiques, OSC et FDS ou FRD qui sont exemplaires pour leur contribution à la cohésion sociale. Accompagnement audio-visuel pour documenter l'expérience du mentorat *Activité 1.3.2* | **22 stages** de 2 semaines sont organisés permettant à 22 jeunes femmes de suivre au quotidien une femme bien placée dans les partis politiques, la société civile ou des FDS. Accompagnement audio-visuel pour documenter l'expérience des stagiaires. *Activité 1.3.3* | **1 conférence internationale** de 3 jours avec 60 participants hommes et femmes à Bissau pour parler des bonnes pratiques et les leçons apprises dans la promotion et le leadership des femmes pour la cohésion et contre la division (50 de Guinée-Bissau, 10 de l'Afrique subsaharienne et ailleurs). Animation par les clips vidéo sur le mentorat et les stages.			
Résultat 2 : Renforcer les **capacités institutionnelles des partis politiques, de la société civile, et des FDS** à Bissau pour mitiger les risques et maximiser leur contribution à la cohésion sociale à travers la promotion des femmes.	[redacted]	**Indicateur 2 a :** # d'institutions et acteurs (gouvernement, partis politiques, FDS, leaders d'opinion etc.) qui démontrent leur prise en conscience des résultats des bonnes pratiques et opportunités de contribuer à la cohésion sociale par la promotion des femmes Base de données : 0 Cible : 3	Déclarations officielles ; Citations dans les articles de presse/à la radio entretiens	
		Indicateur 2 b : Des actions concrètes sont menées au sein des partis politiques, des FDS et de la société civile pour adopter une approche plus sensible au conflit (avec un focus genre)	Déclarations et documents officiels ; Clips vidéo	

[redacted]	(comme par exemple le changement des pratiques formelles et informelles ou modification de règlement intérieur pour améliorer les conditions d'accès des femmes aux rangs supérieurs de l'institution). Base de données : 0 Cible : 5		
Produit 2.1 Au moins 30 personnes des structures du type **parti politique, société civile, et FDS** sont formées en ***« programmation sensible aux conflits – focus genre »***	**Indicateur 2.1.1** : Meilleure compréhension des initiatives ou programmes déjà établie en faveur de la promotion des femmes et nouvelle initiative invitée au cours du projet Base de données : n/a Cible : 1 cartographie	Rapport d'activité	Trimestre 2 2019
Liste des activités qui appartiennent au produit *Activité 2.1.1*	**Cartographie** des initiatives et individus au sein des partis politique, société civile et FDS qui mènent la conception et la mise en œuvre des programmes pour la promotion des femmes (ex. lois de quota, femme médiatrices)	**Indicateur 2.1.2** : # de personnes formées en programmation sensible aux conflits avec un focus sur le genre Base de données : 0 Cible : 30	Requeil d'opinion à la fin des formations	Trimestre 3 2019
Activité 2.1.2	Réalisation d'**un (1) atelier de travail** pour développer un **module de formation** en « programmation sensible aux conflits – focus genre » en collaboration avec l'appui technique d'Interpeace (IPAT) et des partis politique, société civile et FDS		
Activité 2.1.3	3 **formations** en « sensibilités aux conflits – focus genre » avec 30 personnes de la société civile, des partis politiques et des FDS		

	Produit 2.2 Au moins **5 structures institutionnelles** (dont au moins parti politique, 1 organisation de la société civile, 1 section des FDS) sont accompagnées dans le **renforcement** de leurs initiatives de promotion des femmes en termes de **contribution à la cohésion sociale et mitigation des risques** de division Liste des activités qui appartiennent au produit : *Activité 2.2.1* : **Identifier** au moins 5 **structures** institutionnelles parmi celles représentées par les participants aux formations qui sont désireuses de savoir mieux mitiger les risques pour et maximiser leur contribution à la cohésion sociale dans la conception et mise en œuvre de leurs initiatives pour la promotion de la femme *Activité 2.2.2* : Développer et mettre en œuvre 5 **plans d'appui technique** spécifique pour chaque structure institutionnelle partenaire qui identifient les besoins respectifs d'appui, possiblement à travers une micro-subvention *Activité 2.2.3* : Facilitation de cinq (5) **cadres de réflexion** sur les bonnes pratiques et leçons tirées pour mitiger les risques pour et maximiser la contribution à la cohésion sociale de leurs initiatives pour la promotion des femmes avec 75 participantst rédaction et publication d'1 **note d'orientation politique** (policy	**Indicateur 2.2.1** : # de plans d'appui technique et de cadres de réflexion développer et mis en œuvre Base de données : 0 Cible : 5	Plans d'appui technique ; cadres de réflexion ; rapport final	Trimestre 3 – 4 2019
		Indicateur 2.2.2 : # de bonnes pratiques et leçons tirées réalisées par chacune des 5 structures Les initiatives de promotion de genre par les institutions de type parti politique, société civile ou FDS augmentent la qualité de leurs interventions en les rendant plus sensibles aux risques et opportunités créés par la promotion du genre Base de données : n/a Cible : Au moins 1 par structure pour un total de 5 pratiques et 5 leçons	Fiches d'entretiens/questionnaires avec les personnes qui mènent la mise en œuvre des initiatives de promotion de la femme avant et après les activités	Trimestre 3 – 4 2019

	bref) sur les bonnes pratiques et les leçons apprises pour les initiatives de promotion des femmes en Guinée-Bissau			
Résultat 3 : Le public est rendu plus conscient de l'importance du leadership féminin en faveur de la consolidation de la paix et des bonnes pratiques pour mitiger les risques de division et connaît des exemples de succès d'hommes et femmes contribuant en faveur de la promotion des femmes.	[redacted]	**Indicateur 3.a** : # de diffusions des spots et émissions radios sur par Voz di Paz ou d'autres radios indépendantes Base de données : 1900 (du projet en cours) Cible : 3000	Matériel audio des radios ; Articles de presse ; Publications Facebook des radios	Trimestre 1 2020
		Indicateur 3.b : Niveau de participation du public dans une discussion autour de la thématique Base de données : n/a Cible : au moins 10 personnes par projection prennent la parole avec une contribution significative, au total 100 personnes	Rapport/synthèse des dialogues publics	Trimestre 4 2019
	Produit 3.1 : **20 histoires de succès des hommes et femmes** représentants des exemples pour la promotion des femmes en faveur de la cohésion sociale et la mitigation des risques de division **sont documentées par vidéo et audio.** Liste des activités qui appartiennent au produit : *Activité 3.1.1* **Identification d'au** moins 20 hommes et femmes représentants des exemples pour la promotion des femmes en faveur de la cohésion sociale et la mitigation des risques de division sont documentées. Parmi les 20 personnes environ 8 sont basés à Bissau et 12 dans les régions, et	**Indicateur 3.1.1** : # d'histoires de succès des hommes et femmes (désagréer par sexe au moins 30% d'histoires d'hommes) Base de données : 0 Cible : 20 (dont 6 histoires d'hommes)	Documentation audio-visuelle	Trimestre 1 – 3 2019

	au moins 50% sont des femmes et au moins 30% sont des hommes. *Activité 3.1.2* | **Production** de 20 **clips vidéo** (1 clip par histoire de succès)			
	Produit 3.2 Une (1) **campagne de sensibilisation** est réalisée pour le public à Bissau et dans les régions sur l'importance du leadership féminin pour la consolidation de la paix à travers des modèles de réussite et les bonnes pratiques pour mitiger les risques de division Liste des activités qui appartiennent au produit : *Activité 3.2.1* | **Campagne sur les réseaux sociaux** (WhatsApp, Facebook etc.) avec une série de **10 clips vidéo** et **10 illustrations** visuelles pour sensibiliser le public *Activité 3.2.2* | Production de 3 **spots** et **20 émissions de radio** à diffuser sur **2 radios nationales privées** et **33 radios communautaires** plus de 2000 fois *Activité 3.2.3* | **11 projections publiques de vidéos suivies d'un dialogue** à Bissau et dans les régions sur le thème des l'égalité des sexes en politique et pour la consolidation de la paix, avec des partenaires nationaux (ERD, OSC)	**Indicateur 3.2.1** : # de personnes touchées par les postes Facebook, y compris # de réactions Base de données : 0 Cible : Au moins 500 personnes touchées par des postes Facebook et au moins 100 réactions	Statistiques des réseaux sociaux (Facebook, WhatsApp)	Trimestre 3 2019
		Indicateur 3.2.2 : # de programmes ou émissions d'au moins 3 radios nationales indépendantes ou communautaires qui utilisent le matériel et le contenu des activités de Voz di Paz dans leurs propres programmes et émissions Base de données : 0 Cible : 10 programmes ou émissions d'au moins 3 radios nationales ou communautaires	Partenariat et statistiques des radios	Trimestre 3 – 4 2019 et Trimestre 1 2020

Annex C: Liste a vérifier pour le lancement du projet

Question	OUI	NON	Commentaire
1. Les partenaires de mise en œuvre ont-ils tous été identifiés ?	X		
2. Les termes de référence pour le personnel clef sont-ils finalisés et prêts à être lancés ?	X		
3. Les sites d'intervention du projet ont-ils été identifiés ?	X		
4. Les communautés locales et les représentants du gouvernement ont-ils été consultés sur l'existence du projet ?	X		
5. Une analyse préliminaire / identification des leçons apprises / activités existantes a-t'elle été faite ?	X		
6. Les critères de détermination des bénéficiaires ont-ils été identifiés ?	X		
7. Des accords ont-ils été mis en place avec la contrepartie nationale pertinente au sujet de la mise en œuvre du projet entre les agences récipiendaires ?	X		
8. Des arrangements clairs ont-ils été prévues sur la stratégie de mise en œuvre entre les agences récipiendaires différentes ?	X		
9. Quelles sont les autres activités préparatoires doivent être entreprises avant que le projet débute et combine de temps sera nécessaire pour les effectuer.	N/A		